

## Résumé du Rapport de Compétitivité Globale 2019

Le rapport annuel sur la compétitivité globale édité par le Forum Economique Mondial est, désormais, le document de référence en matière d'évaluation des différents facteurs déterminant la productivité et la croissance économique pour la quasi-totalité des pays dans le monde. Très attendu par les décideurs et les opérateurs économiques, du fait des précieuses indications chiffrées qu'il comporte et des comparaisons qu'il permet entre les pays, il mérite de faire l'objet d'une étude approfondie pour connaître les tendances sur les plans international et national.

### I. Appréciation générale de la compétitivité globale dans le monde

Trois enseignements majeurs se dégagent d'un survol du document.

Le premier enseignement concerne l'évolution de la productivité dans le monde. Celle-ci, malgré l'injection de plus de 10 000 milliards de dollars par les Banques Centrales, a faiblement augmenté. La progression a été au cours de la dernière décennie de 0.3 pourcent par an pour les pays avancés et 2.8 pourcent par an pour les économies émergentes contre un rythme annuel respectivement 1 pourcent et 2.8 pourcent pour la décennie antérieure. Le ralentissement des investissements dans les infrastructures, la recherche et le développement des compétences de la main d'œuvre y est à l'origine. C'est pourquoi, Il est essentiel, selon le Forum économique mondial, en s'appuyant sur des politiques budgétaires et des réformes structurelles adéquates, d'affecter à l'avenir davantage de ressources aux facteurs de productivité à l'effet d'atteindre simultanément les objectifs de croissance, d'inclusion et de durabilité.

Le second enseignement concerne la forte compétition que se livrent les pays pour améliorer leur classement sur le plan mondial. Le palmarès des cinq pays les plus performants dans le rapport de l'année 2019 revient à l'Azerbaïdjan, au Vietnam, au Rwanda, au Koweït, et à l'Afrique du Sud.

pays	Azerbaïdjan	Vietnam	Rwanda	Koweït	Afrique du Sud
score	62.7	61.5	52.8	65.1	62.4
classement	58	67	100	46	60
Gain en classement	11	10	8	8	7

Le cas du Vietnam mérite d'être signalé. Celui-ci a réussi à hisser les investissements directs étrangers à une moyenne de 6 pourcent du PIB au cours des cinq dernières années (contre à peine 2% pour la Tunisie), à avoir une croissance du PIB de 5.4 pourcent en moyenne par an

et à avoir de bonnes performances au niveau de la connexion internet (rang 26 sur 140 pays) tout en assurant la maîtrise de l'inflation (1<sup>er</sup> dans le classement Du WEF) et la mobilité de la main d'œuvre (26<sup>e</sup>).

Le troisième enseignement se rapporte à la corrélation entre le niveau de la compétitivité globale et le standing de vie. Les cinq pays les mieux classés sur le plan de la compétitivité globale font partie du club des pays industrialisés, à fort revenu, engagés dans un processus de réformes et de restructuration continue de leurs économies comme le reflètent les données relatives à l'année 2019 pour ces pays.

Pays	Singapour	Etats Unis	Hong Kong	Pays Bas	Suisse
Score	84.8	83.7	83.1	82.4	82.2
classement	1	2	3	4	5
Revenu par tête (\$)	64 041	62 605	48 517	53 106	82 950

En fait le miracle de Singapour, un pays qui était considéré non viable lors de son indépendance en 1965, était dû, moyennant une politique volontariste de valorisation des ressources humaines et un cadre juridique et réglementaire compétitif, à une bonne exploitation de sa position géographique, en en faisant une plateforme d'excellence d'échanges en Asie.

## II. Appréciation du classement de la compétitivité de la Tunisie

La lenteur du processus de réforme ne permet pas à la Tunisie d'améliorer de façon significative son score en matière de compétitivité globale. Celui-ci n'augmente que de 0.8 point entraînant le maintien de son classement au rang 87, derrière le Portugal, l'Afrique du Sud, la Jordanie et le Maroc, des pays qui étaient largement devancés par la Tunisie en 2010 comme le montre le tableau ci-après.

Compétitivité 2019	Portugal	Afrique du Sud	Jordanie	Maroc	Tunisie
Score	70.4	62.4	60.9	60.0	56.4
Classement 2019	34	60	70	75	87
Classement 2010	46	54	65	75	32

L'analyse de l'évolution des différents indicateurs de compétitivité de l'économie tunisienne entre 2018 et 2019 révèle que sur douze piliers de compétitivité, il n'y a eu en 2018 d'amélioration qu'au niveau de quatre piliers seulement à savoir les institutions (gain de 22 places), l'adoption des nouvelles technologies (gain de 7 places), la santé (gain de 9 places) et le marché des produits (gain de 11 places). Au regard de l'année 2010, le recul a

concerné tous les indicateurs aussi bien au niveau des exigences de base que des facteurs d'efficacité et d'innovation.

Classement	Rappel 2010	2017	2018	2019
<b>Les exigences de base</b>				
Institutions	23	80	75	53
Infrastructures	46	82	84	85
Stabilité macro-économique	38	109	118	124
Santé et éducation primaire	31	58	58	49
<b>Les facteurs d'efficacité</b>				
Compétences	30	82	71	84
Adoption TIC	55	85	90	83
Marché de produits	33	112	103	92
Marché du travail	79	135	129	133
Système financier	58	110	78	94
Taille de marché	67	69	70	71
<b>Facteurs d'innovation et de dynamisme</b>				
Dynamisme d'affaires	42	98	73	74
Capacité d'innovation	31	99	84	92

## Conclusion

Le classement de la Tunisie à la 87<sup>e</sup> place est « frustrant » compte tenu du savoir-faire acquis et de la qualité des ressources humaines et de leur aptitude à identifier et à engager des réformes d'envergure pour améliorer dans des délais courts les différents facteurs de compétitivité.

Certes de nombreux efforts ont été déployés, particulièrement durant les deux dernières années, pour résorber les obstacles entravant l'esprit d'entreprise et pour améliorer l'environnement des affaires. Cela s'est reflété notamment par la suppression des autorisations pour 27 activités (décret du 11 mai 2018), l'adoption de la loi transversale d'amélioration du climat d'investissement (loi 2019-47) et le renforcement de la transparence et de la traçabilité des opérations financières.

Cela reste, cependant, bien insuffisant compte tenu de la dure compétition que se livrent les pays concurrents pour engranger des gains de productivité et de compétitivité.

D'importants efforts sont donc requis. Ils concernent tous les domaines et plus particulièrement le cadre macro-économique dont il faut assurer le redressement sur des bases durables, le marché du travail qui continue, compte tenu des fortes rigidités qui le caractérisent, à tirer la compétitivité vers le bas et enfin le secteur financier qui demeure faiblement compétitif, handicapant d'autant le processus d'investissement, d'exportation et de croissance.

Une lourde tâche attend la Tunisie. Il faut qu'elle s'y engage avec détermination dans le cadre d'une approche globale conciliant les impératifs économiques avec les exigences de l'équité sociale et de la préservation de l'environnement.

**Forum Ibn Khaldoun le 15 novembre 2019**

**Rapport sur la compétitivité globale 2019 à télécharger**